

VILLENEUVE
LÈS-MAGUELONE



COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE
DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT

SERVICE POLICE MUNICIPALE

ARRÊTÉ N°2025ARRT090

OBJET : AUTORISATION D'OUVRIR UN DEBIT DE
BOISSONS TEMPORAIRE

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de Villeneuve-lès-Maguelone,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Pénal,

VU la loi du 05 avril 1884,

VU le code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2, L2122-28, L2214-4 et L2542-8,

VU le code de la Santé Publique et notamment ses articles L3321-1, L3334-2, L3335-4 et D3335-16 à D3335-18,

VU l'arrêté préfectoral n°2023.06.DS.0311 en date du 20 juin 2023 portant règlement général de police des débits de boissons dans le département de l'Hérault,

VU la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire formulée le 25 février 2025 par l'association « Avis de chantier » fait son cinéma au Théâtre Jérôme Savary,

VU l'arrêté n°2025ARRT061 portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire au profit de l'association « Avis de chantier » pour un évènement se déroulant le 13 mars 2025 et le 08 avril 2025,

VU la demande de modification des dates de l'évènement par l'association « Avis de chantier »,

Considérant qu'il revient à l'autorité municipale, pour garantir et maintenir le bon ordre et la tranquillité publique, de réglementer les horaires d'exploitation applicables aux débits de boissons temporaires sur le territoire,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prescrire toute mesure nécessaire et proportionnée pour prévenir les troubles susceptibles de se produire lors d'une consommation d'alcool excessive,

Considérant qu'il est nécessaire d'abroger l'arrêté n°2025ARRT061 afin d'autoriser l'association à ouvrir un débit de boissons temporaire lors des nouvelles dates de l'évènement,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n°2025ARRT061 portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire au profit de l'association « Avis de chantier » le 13 mars 2025 et le 08 avril 2025 est abrogé.

ARTICLE 2 :

L'association « Avis de chantier », représentée par Monsieur CARDAILLAC Michel, sise 152 avenue des Tellines, 34750 Villeneuve les Maguelone, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire le 18 mars 2025 et le 15 avril 2025 de 19h00 à 23h00 pour son cinéma au Théâtre Jérôme Savary.

ARTICLE 3 :

A l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 2, l'exploitant du débit de boissons temporaire est autorisé à vendre ou à offrir uniquement des boissons des groupes 1 et 3 comme décrit ci-dessous :

Groupe 1 : boissons sans alcool : eaux minérales ou gazeifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat....

Groupe 3 : boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3° d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, ou cerises, ne titrant pas plus de 18° d'alcool pur.

ARTICLE 4 :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux tribunaux compétents.

La présente autorisation doit pouvoir être présentée par son titulaire à toute réquisition des forces de l'ordre.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale et Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est publié le site internet de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

Publié le 13 MARS 2025 -

Pour extrait conforme
En Mairie le 13 mars 2025

Le Maire
Véronique NEGRET



Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens, accessible sur le site internet www.telerecours.fr.